

Immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 € Selon les dispositions prévues par la Loi sur l'Initiative Economique

Juin 2004

L'Observatoire porte un regard attentif sur les SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €, immatriculées au Registre du commerce de Paris depuis le 6 août 2003 (1). Depuis février 2004, l'Observatoire analyse l'évolution économique et juridique de ces entreprises, en observant notamment leurs capacités financières et leurs éventuelles difficultés.

Bilan en bref :

- 464 créations de SARL à « libre capital social » en juin (+17% par rapport à mai 2004), avec un capital social moyen de départ en hausse (+13% par rapport à mai 2004)
- 42,5% de ces entreprises s'installent dans un local commercial dès le démarrage de leur activité, en hausse de 5% par rapport à mai 2004. Elles sont moins nombreuses à exercer dans le secteur des prestations de service et de conseils aux entreprises, mais plus nombreuses à proposer des services personnels et de la restauration.
- Une confiance banques/entreprises accrue en juin : 17 entreprises ont obtenu un prêt bancaire (montant moyen : 143 600 €) et 5 entreprises ont conclu un contrat de location de matériel en crédit-bail.
- 12 radiations volontaires en juin, mais aucune décision d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire prononcées à l'encontre des SARL à libre capital en juin.

1- Immatriculations au Registre du commerce et des sociétés en juin 2004 : augmentation de 16,97% par rapport à mai 2004

En juin 2004, 464 SARL à « libre capital social » se sont immatriculées au Registre du commerce, soit +16,97% par rapport à mai 2004. Cette forte hausse est à mettre en parallèle avec le moindre nombre de jours ouvrables en mai, à l'origine de la baisse des créations. Ces structures représentent une proportion de 28,12% des SARL (tous montants de capital confondu) immatriculées en juin, soit une progression de -1,84% au regard de mai 2004.

28% de ces nouveaux entrepreneurs sont des femmes (en hausse de +4,1% par rapport à mai 2004), contre 72 % d'hommes. A titre d'indicateur, 24% des entrepreneurs ayant créé en juin une SARL avec un capital social supérieur ou égal à 7 500 € sont des femmes, contre 76% d'hommes.

(1) *Date d'entrée en vigueur de la loi pour l'Initiative économique, qui offre aux créateurs d'entreprise la faculté de constituer une SARL à capital social libre.*

Immatriculations mensuelles de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

Mois	Nombre d'immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 €	Nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce	% par rapport au nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce (RCS)
Août	14	826	1,69 %
Septembre	81	1 160	6,98 %
Octobre	175	1 704	10,27 %
Novembre	210	1 291	16,27 %
Décembre	333	1 573	21,17 %
Janvier	316	1 456	21,70 %
Février	398	1 678	23,72 %
Mars	426	1 757	24,25 %
Avril	393	1 848	21,20%
Mai	397	1 325	29,96%
Juin	464	1 650	28,12%
Total	3 119	14 268	19,71%

Immatriculations hebdomadaires de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

Semaine	Nombre d'immatriculations en juin 2004
1 ^{ère} semaine de juin	78
2 ^{ème} semaine de juin	79
3 ^{ème} semaine de juin	118
4 ^{ème} semaine de juin	129
5 ^{ème} semaine de juin	60
Total	464

2- Capital moyen de départ de 2 261 € en juin 2004, en hausse de 13% par rapport à mai 2004

La tendance à la hausse du capital social des SARL s'est poursuivie en juin, soit +13% par rapport à mai dernier.

Les SARL disposant d'un capital social d'un euro représentent désormais 5,4% des entreprises, contre 7,0% en mai 2004. Plus généralement, la majorité des immatriculations du mois, soit 28,5%, se sont constituées avec un capital compris entre 1 000 et 3 000 € (+1,55% par rapport à mai). 27,3% des entreprises créées en juin disposent d'un capital de démarrage supérieur à 3 000 € (+4,45%), et 25% d'un capital compris entre 500 et 1 000€ (+0,6% par rapport à mai).

Le mois dernier, le capital social moyen de départ s'élevait à 2 261 €, soit +13% par rapport à mai 2004. A titre d'indicateur, les SARL constituées avec un capital social supérieur ou égal à 7 500 € en juin disposaient d'un capital moyen de 18 000 € au démarrage.

Répartition des immatriculations de SARL par tranche de capital social

Répartition par tranches de capital social	Nombre d'immatriculations en juin 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations de juin 2004
1 €	25	5,39%
2 € à 100 €	35	7,54%
101 € à 500 €	29	6,25%
501 € à 1 000 €	116	25,00%
1 001 € à 3 000 €	132	28,45%
3 001 € à 7 500 €	127	27,37%
Total	464	100,00%

3- 42,5% des entreprises choisissent la domiciliation dans un local commercial en mai 2004

A l'instar des entreprises immatriculées en mai, les nouvelles SARL immatriculées en juin sont plus nombreuses à s'installer dans un local commercial dès le démarrage de leur activité. 42,5% ont choisi cette solution, soit +4,93% par rapport à mai 2004.

En revanche, la domiciliation commerciale ⁽¹⁾ et la domiciliation de l'entreprise dans un local d'habitation font un peu moins d'émules en juin. Elles baissent respectivement de 3% et de 2% au regard de mai 2004.

Ces chiffres, à mettre en corrélation avec l'augmentation du capital de démarrage, semblent indiquer que les nouveaux entrepreneurs de juin disposent de davantage de moyens ou ont plus facilement obtenu un prêt bancaire pour démarrer leur activité.

A titre d'indicateur, les SARL constituées avec un capital social supérieur ou égal à 7 500 € se domicilient proportionnellement de façon différente : 68% dans un local commercial, 23% utilisent une domiciliation commerciale et 9% choisissent de se domicilier chez le représentant légal.

Répartition des SARL au capital inférieur à 7 500 € par type de domiciliation

Type de domiciliation	Nombre d'immatriculations en juin 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations de juin 2004
Domiciliation commerciale (art. 26-1 du décret du 30 mai 1984)	138	29,74%
Domiciliation dans un local d'habitation (art.6 du de la loi pour l'initiative économique du 1 ^{er} août 2003)	129	27,80%
Domiciliation dans un local commercial (art. L123-10 du code de commerce)	197	42,46%
Total	464	100,00%

4. Répartition par secteur d'activité : secteur du conseil et des services aux entreprises en baisse de 7,8% en juin

Contrairement aux mois précédents, en juin 2004 la prestation de services et de conseil aux entreprises subit une importante baisse : -7,84% par rapport à mai 2004. A titre d'indicateur, 43% des SARL dotées d'un capital social supérieur ou égal à 7 500 € (immatriculées en juin) exercent une activité de services et de conseil.

En juin en revanche, les immatriculations dans les secteurs du commerce (gros et détail) et de l'informatique affichent une hausse respective de +3,53% et de +2,62% par rapport à mai 2004.

Analyse des autres secteurs :

- En hausse (par rapport à mai 2004) : soins personnels (+2,23%), fabrication et réparation (+1,73%), restauration traditionnelle et rapide (1,11%), édition, production et imprimerie (+0,82%)
- En déclin (par rapport à mai 2004) : l'immobilier (-1,18%), les travaux de bâtiment (-1,16%), les soins personnels (-0,82%).
- Stable (par rapport à mai 2004) : les activités artistiques, le courrier et télécommunications, les transports, le tourisme.

(1) Il s'agit d'une prestation de service proposée par des professionnels de la domiciliation.

Répartition des immatriculations de SARL par secteur d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations de juin 2004
Prestations de services et conseils aux entreprises	36,45%
Commerce gros et détail (véhicule, alimentaire, etc.)	18,78%
Immobilier (marchand de biens, location, promotion, agence et administration)	7,29%
Travaux de bâtiment	6,83%
Informatique (conseil en SI, édition & réalisation de logiciels, traitement et base de données et réparation de matériel)	8,43%
Edition, production et imprimerie (livres et audiovisuel)	6,15%
Restauration (traditionnelle et rapide), boissons et traiteurs	5,47%
Fabrication et réparation (textile, peausserie, maroquinerie, pharmacie, meubles, automobiles, etc.)	3,42%
Activités artistiques et spectacles	1,59%
Courrier et télécommunications	0,91%
Tourisme	0,23%
Soins personnels	2,96%
Loisirs	0,91%
Transports	0,58%
Total	100,00 %

5. Quelle évolution pour les SARL à libre capital social, immatriculées depuis le 6 août 2003 ?

❖ Quel endettement pour ces entreprises ?

- ***Inscriptions de nantissements de fonds de commerce : en hausse de 6,2% (par rapport à mai 2004)***

17 entreprises se sont vues accorder un prêt bancaire pour effectuer des travaux d'agrandissement ou d'amélioration de leur local commercial, acheter un fonds de commerce, etc., soit une hausse de 6,2% par rapport à mai 2004. Depuis le début du mois de mai, les entreprises sont désormais plus nombreuses à obtenir un prêt bancaire. Depuis août 2003, les banques et organismes de crédit ont accordé un prêt à 92 SARL à « libre capital social ».

En juin, le montant moyen des prêts accordés s'élève à 143 694 €, en baisse de 14,8% par rapport à mai 2004. En cumul, le montant total des prêts accordés en juin s'élève à 2 442 798 €.

NB : *Les nantissements de fonds de commerce sont des garanties portant sur le fonds de commerce conférées à un créancier (banques, organisme prêteur, etc) par le propriétaire du fonds à la suite d'une vente ou d'un prêt.*

- ***Inscription de clause de réserve propriété* et de crédit-bail***

1 clause de réserve de propriété* a été inscrite auprès du greffe, pour un montant de 8 179 €. Le greffe n'a enregistré aucune nouvelle inscription de ce type en juin 2004

5 inscriptions de crédit-bail en juin 2004.

* *Pour mémoire, ces inscriptions permettent au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.*

- ***Endettement fiscal et social***

Jusqu'à présent, aucune inscription n'a été effectuée auprès du greffe par le Trésor public et l'Urssaf.

❖ **Quelle pérennité pour ces entreprises ?**

- ***Radiations du Registre de commerce***

En juin 2004, 14 entreprises se sont volontairement radiées du Registre du commerce, soit trois fois plus qu'en mai 2004.

- 4 dirigeants ont volontairement dissout leur société,
- 8 entreprises ont transféré leur siège social dans un autre département,
- 2 entreprises ont été radiées d'office par le greffe (1).

Depuis le 1er août 2003, 28 entreprises ont été radiées, soit 0,9% des 3 207 SARL à libre capital créées.

- ***Ouverture de procédures de redressement ou de liquidation judiciaire***

Le Tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation judiciaire immédiate d'une entreprise, après trois mois d'activité seulement.

Une autre entreprise, potentiellement en difficulté, a été détectée par le service de la Prévention.

En juin, le greffe n'a pas enregistré des nouvelles défaillances, ni détecté d'autres entreprises potentiellement en difficulté.

(1) *Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commis à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...*